

AUX ÉLECTEURS

OPINION DE BISMARCK

SUR LA RÉPUBLIQUE
L'EMPIRE ET LA MONARCHIE
EN FRANCE

Lettre attribuée à M. de Bismarck

ET TRADUITE PAR
GEORGE ROMAIN

14^e ÉDITION
Revue et considérablement augmentée

PARIS
FÉCHOZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

5, rue des Saints-Pères, 5

1876

FRANÇAIS.

Au moment des élections, il importe que vous sachiez pour qui vous devez voter. Il y va de vos intérêts, du sort de votre patrie, de sa prospérité à l'intérieur, de sa considération à l'étranger ; il y va de son salut.

La France est à un de ces moments solennels et décisifs, dans l'histoire, ou une nation, après de cruels désastres se relève par l'union, le travail, le respect de la religion et des principes sociaux, ou bien entre dans une ère d'irrémissible décadence en méconnaissant ces conditions *sine qua non* de la vie des États.

Légalement vous êtes en République. L'accord n'ayant pu s'établir entre vos représentants pour rendre à la France un gouvernement définitif, ils ont fondé, avant de se séparer, le régime provisoire du *septennat*.

Pendant cinq ans encore vous devez donc respecter cette forme de gouvernement. Mais après ce délai, vos législateurs auront, par le droit de révision de la Constitution, la faculté de la conserver ou de la changer ; ils devront adopter celle qui leur paraîtra convenir le mieux à la France, à ses mœurs, à ses traditions, à ses intérêts.

Il s'agira d'établir le régime qui assurera le mieux l'ordre et la stabilité à l'intérieur, des alliances à l'étranger, et par là notre relèvement dans l'avenir.

Sur ces trois points un homme dont la profondeur de vues ne peut être contestée, a dit, dans des documents qui n'étaient pas destinés à la publicité, pourquoi le retour à la monarchie serait avantageux à la France et pourquoi la République lui serait nuisible. Cet homme c'est le prince de Bismarck. Sa haine contre nous étant égale à sa perspicacité, il nous souhaite naturellement la République qui le sert, et redoute, chez nous, le retour de la Monarchie qui rendrait notre gouvernement plus fort à l'intérieur et lui donnerait pour alliés, dit-il, *même des puissances actuellement amies de l'Allemagne*. (Dépêche 271 du prince de Bismarck au comte d'Arnim, 20 décembre 1872.)

Cette dernière considération est décisive dans la situation précaire où nous nous trouvons après nos désastres.

En voici une preuve saisissante.

L'an passé, bien que cela n'ait pas été ébruité, pour ne pas inquiéter le commerce et les affaires, la Prusse allait nous faire de nouveau la guerre sous de futiles prétextes. Ses wagons et ses locomotives accumulés à la frontière allaient jeter de nouveau sur notre sol envahi un million d'hommes.

L'Angleterre et la Russie l'arrêtèrent et l'empêchèrent d'écraser la France

qui avait rempli loyalement tous ses engagements, et qui n'était pas prête à résister à une nouvelle invasion. Le célèbre discours de Lord Derby au parlement anglais a révélé officiellement au monde le danger suprême que la France avait couru et la reconnaissance qu'elle devait à l'Angleterre et à la Russie.

Eh ! bien, selon les candidats qui vont sortir des urnes électorales, la France va conserver ou perdre l'appui de la Russie.

Hostile par principe à la Révolution et radicalisme qui l'ont insulté lors de sa visite en France en 1867, la Russie avait été rassurée du côté de la France, par l'avènement au pouvoir du Maréchal de Mac Mahon, les élections sénatoriales du mois de décembre l'ont de nouveau inquiétée sur la versatilité des Français. On sait aujourd'hui que si les élections étaient radicales cette puissance abandonnerait comme un lépreux une nation atteinte du haut mal révolutionnaire.

La lettre qui suit, parue il y a quatre ans, est attribuée au chancelier de l'Empire d'Allemagne. Dans tous les cas, elle résume son opinion sur tout ce qui nous touche. Elle présente d'une manière exacte les idées du prince réunies et coordonnées. Sur tous les points elle s'accorde avec les pièces officielles mises au jour par le célèbre procès d'Arnim, et les actes de persécution religieuse dont l'Allemagne est le théâtre. Dans cette lettre comme dans les dépêches ce sont non-seulement les mêmes idées, mais souvent les mêmes termes. Elle présente donc bien exactement la pensée intime du prince. Électeurs, lisez-la, faites votre profit de ces vues si profondes, de ces projets secrets, de ces aveux intimes. Lisez-la et tirez-en la conclusion indiquée par le bon sens et le patriotisme.

Berlin, 16 novembre 1871

MON CHER COMTE.

Voici ma réponse à votre longue lettre du 3 courant, et les instructions confidentielles auxquelles vous voudrez bien vous conformer. Elles vous seront remises par un homme sûr, le courrier Pf.... Je laisse de côté le langage diplomatique pour causer familièrement avec vous, comme au mois de juin, l'an passé, sous les ombrages de Varzin, alors que nous rêvions ensemble l'unité de la patrie allemande, et que, pour la réaliser, j'espérais déjà attirer l'empereur Napoléon dans le piège où il est tombé. Vos appréhensions sur la possibilité d'une revanche de la France ne sont pas fondées. Elles ne le seraient que si cette Nation était unie au dedans. Alors, vous avez raison, il ne faut pas se le dissimuler, cette Puissance qui, sans avoir fait, en vue de la guerre, la moitié des préparatifs que nous avons faits nous-mêmes, qui avait mis sur pied deux fois moins d'hommes, maladroitement éparpillés, combattant par groupes contre nos masses ; cette Puissance qui, par ces motifs, a eu, successivement, prisonniers, chez nous, 360,000 hommes d'excellentes troupes, et qui malgré cela, en pleine révolution, avec des recrues mal vêtues, mal nourries, mal armées, a pu retenir encore six mois nos formidables armées ; cette Puissance, dis-je, avec sa bravoure proverbiale et ses immenses ressources serait redoutable pour nous *si elle était unie*.

Il faut prévoir, dites-vous, le cas où viendraient se retourner contre nous les chances heureuses auxquelles nous avons dû la victoire : l'incurie de Napoléon et de ses ministres, l'alliance des États du Sud, la supériorité du nombre, la portée plus grande de l'artillerie. Cela pourrait arriver, ajoutez-vous, si un Bismarck et un De Moltke français venaient à occuper la place d'un Olivier ou d'un Leboeuf.

Je vous répondrai toujours : Oui, si la France était unie ; mais elle ne l'est pas et ne peut, heureusement, pas l'être, l'esprit des Français étant ce qu'il est. Le sort de l'Espagne est celui réservé désormais à la France. Cela n'empêche pas que je m'occupe de nous assurer des alliances pour l'avenir, même

en prévision d'éventualités inadmissibles. Il faut être prêt à tout événement. Mais voici pourquoi je juge ces éventualités inadmissibles. Il faut être prêt à tout événement. Mais voici pourquoi je juge ces éventualités inadmissibles.

La France est partagée en Bonapartistes, en Orléanistes, en Légitimistes et en Républicains. C'est, pour nous, comme si elle était divisée en quatre États indépendants et même rivaux. Leur rivalité fait notre force et garantit notre sécurité.

Il faut bien, il est vrai qu'un parti finisse par l'emporter sur les autres. Heureusement pour nous, cela paraît devoir être le parti Républicain.

En 1789, les cahiers des députés aux États Généraux voulaient *tous* le maintien de la Royauté avec des réformes. Le rapport lu à l'Assemblée nationale, le 27 juillet 1789, par le comte de Clermont-Tonnerre, le prouve, La France et son Roi étaient tombés d'accord. La République a été alors imposée à la Nation par des scélérats.

En 1848, c'est à un escamotage qu'elle a dû son avènement. Le 4 septembre 1870, c'est encore un escamotage qui l'a imposée à Paris et à la France. Jamais le vrai peuple n'en avait voulu librement.

Cette fois, en voudra-t-il ? Je l'espère de plus en plus. Le mot de Thiers a porté son fruit : *La République c'est le gouvernement qui nous divise le moins*. La preuve c'est qu'il y avait en France trois partis : les Légitimistes, les Orléanistes et les Bonapartistes, et que, grâce à Thiers, en voilà quatre : car les bourgeois et les boutiquiers, dupes, honnêtes ou jobards¹ vaniteux, qu'on mène avec des mots, se croient sérieusement républicains. Or, Dieu sait ce qu'il y a de dupes et de jobards des Flandres aux Pyrénées.

Donc, la République va s'implanter en France.

Vous devez, par votre parole, par vos subventions à certains journaux démocratiques et par tous les moyens en votre pouvoir travailler secrètement à en amouracher² les Français³ :

.....
.....
.....

Soutenez donc la République pour cinq raisons :

1° Parce que le gouvernement républicain est, par sa nature même, un

1. Le texte allemand porte : Gimpel.

2. den Kopf verdrehen.

3. Nous ne pouvons insérer les détails dans lesquels entre le Prince sur certains journaux démocratiques qui, en 1859 et en 1866, achetés par Cavour et par lui, auraient soutenu chaudement l'intérêt italien et l'intérêt prussien contre l'intérêt français.

dissolvant un principe de troubles, celui qui crée le plus de compétitions, le plus de prétendants au pouvoir ; en un mot, celui qui, n'en déplaît à Thiers, achève de diviser tout à fait les Français.

2° Parce que la République, excellente en Amérique ou en Suisse, où elle a, pour elle, les mœurs et les traditions, est, en France, le parti des sots, des bavards et des brouillons. Je ne parle pas des banqueroutiers, des repris de justice, et des gens tarés de toutes sorte. Si tous les républicains, en France, ne sont pas de la canaille, toute la canaille⁴ est républicaine. La République est le gouvernement qui lui plaît le plus. Donc c'est le plus mauvais, et celui que nous devons souhaiter à la France⁵

3° Parce que le parti républicain est, en France, le moins patriote. Pendant le siège de Paris les farouches républicains de Belleville, de Montmartre et de Ménilmontant, ont été le type de la lâcheté tout en demandant à grands cris *la guerre à outrance*.

Ils n'ont su que jeter leurs fusils dans les tranchées, hurler dans les clubs et souiller les Églises de leurs ordures. C'est pour les avoir déshonorés en divulguant leur conduite dans ses ordres du jour que le général Clément Thomas a été assassiné par eux.

Ce sont des républicains du 4 septembre qui ont eu l'attention, lorsque Paris était investi par des Prussiens, d'inaugurer la statue de Voltaire, chambellan de notre Grand Frédéric, et qui avait félicité ce prince d'avoir battu les Français à Rorschach. On n'est pas plus plat⁶, plus lâche ou plus bête.

Quant à la Commune, son premier soin a été de faire insérer à son *Journal officiel*, la recommandation de ne rien faire, autour de Paris, qui pût nous déplaire. Elle a renversé la colonne Vendôme faite avec le bronze de nos canons.

Vous voyez que les républicains de toutes nuances sont, plus ou moins, des nôtres. Avec l'Internationale, je les mènerai où je voudrai. Ils n'ont plus rien de leurs pères de 1792, à qui il restait quelque chose des sentiments de patriotisme puisés sous la monarchie.

4° Enfin, vous devez soutenir énergiquement la République, parce que la France, sous ce gouvernement, ne trouvera pas d'alliances en Europe, et qu'ainsi isolée au-dehors et déchirée au dedans, elle ne pourra pas se relever

4. Lumpenpack

5. Le meilleur gouvernement en France serait pour nous celui qui aurait à dépenser la plus grande partie de ces forces à combattre ses ennemis intérieures. (Lettre du prince de Bismarck au comte d'Arnim, 19 juin 1873.)

6. Niedrig.

et nous nuire.

5° Nous devons, enfin, désirer le maintien de la République en France, pour une dernière raison qui est majeure.

La France monarchique était catholique. Sa politique catholique lui donnait une grande influence en Europe, en Orient et jusque dans l'extrême Orient. Un moyen de contrecarrer son influence au profit de la nôtre, c'est d'abaisser le catholicisme et la papauté qui en est la tête. Si nous pouvons atteindre ce but la France est à jamais annihilée. La monarchie nous entraverait dans cette tentative ; la République nous aidera.

J'entreprends contre l'église catholique une guerre qui sera longue et peut-être terrible. Je ne me dissimule pas que je vais me heurter à ce que la conscience humaine a de plus respectable et de plus tenace. On m'accusera de persécution et j'y serai peut être conduit. Mais il le finit pour achever d'abaisser la France et établir notre suprématie religieuse et diplomatique comme notre suprématie militaire. Eh bien-, je le répète, ici encore les républicains nous aideront ; ils jouent notre jeu. Ce que j'attaque par *politique*, ils l'attaquent par *fanatisme antireligieux*. Leur concours nous est assuré.

Avec les monarchistes et les cléricaux il n'y aurait rien à faire. Ils ont un flair, un esprit *recteur* qui leur fait voir de loin, et pressentir d'instinct ce qu'un Français doit désirer ou redouter pour sa patrie. Ce n'est pas à eux qu'on pourrait venir dire que la monarchie et le catholicisme sont nuisibles à la France. Ils vous citeraient tout de suite Charlemagne, St-Louis. Louis XI, Henri IV, Richelieu, Louis XIV, et même Napoléon 1er ; comme l'Espagne citerait Isabelle et Charles-Quint ; l'Autriche. Marie-Thérèse ; l'Angleterre, Alfred-le-Grand ; l'Italie Innocent III, Grégoire VII, Léon X, etc., etc.

L'ignorance et les préjugés des démocrates français les empêchent de voir que c'est depuis 1789 qu'en France la révolution et l'anarchie, alternant constamment avec le despotisme, ont amené la décadence de cette nation autrefois si grande. Profitons de leur aveuglement.

Le Concile du Vatican en proclamant l'infailibilité du Pape nous a fourni un prétexte pour commencer notre lutte contre l'Église catholique.

Je sais bien qu'antérieurement les catholiques croyaient déjà à l'infailibilité du Pape dans les questions de foi. La proclamation solennelle de ce dogme n'a fait que constater et définir cette antique croyance, elle ne l'a pas changée.

Je sais bien encore que c'est là une décision purement *doctrinale* qui n'entraîne aucune conséquence *temporelle* dont nous ayons à nous préoccuper. Cette décision ne s'adressant qu'à la conscience libre, n'ayant pas de

sanction matérielle, chacun peut s'en moquer et c'est ce que font nos peuples protestants tout comme vous et moi. Chaque catholique lui-même a la faculté de l'admettre comme l'a fait la majorité, ou de la rejeter comme l'a fait une petite minorité ayant à sa tête Doellinger en Allemagne et le P. Hyacinthe en France.

Mais ce n'est pas à nous de faire remarquer que l'église catholique n'en reste pas moins, au fond, la seule puissance vraiment libérale sur la terre, puisque *quels que soient son enseignement et ses lois, elle les PROPOSE sans les IMPOSER jamais*, tandis que les gouvernements temporels appuient leurs décrets de sanctions pénales comme l'amende, la confiscation, l'exil, la prison ou la mort. Peu de gens réfléchissent à cela et accusent sottement l'Église catholique d'intolérance et d'illibéralisme. Profitons en et exploitons la bêtise humaine.

Bien que le dogme de l'infailibilité du Pape ne nous gêne en rien, nous n'en devons pas moins paraître croire le contraire et le dire. Cela ravivera les haines confessionnelles de l'Allemagne protestante contre la France catholique et la Papauté. Du même coup noire attitude sera justifiée aux yeux des quatorze millions de catholiques que compte l'Empire et qu'il faut ménager.

Ce n'est pas tout, mon cher comte, j'ai conçu, le projet d'amener les républicains français à servir mes vues.

J'en veux faire mes compères sans qu'ils s'en doutent.

Me servir d'eux contre la France et au profit de la Prusse m'a paru piquant. Comment ? Le voici.

Le Français, en général, est confiant et communicatif. Le démocrate l'est doublement pourvu que l'on partage sa haine et ses préjugés anti-religieux.

Or, nous avons aussi, en Allemagne, des *anti-cléricaux et des prêtresphobes*. Par eux nous aurons des intelligences dans la presse française.

Faites choisir adroitement des démagogues de pays annexés en 1806, ou en 1871, tels que la Bavière, la Saxe, le Hanovre, la Hesse, etc., pour écrire, de Paris, les correspondances adressées aux journaux allemands. Ils devront professer, bien entendu, au moins en apparence, des sentiments anti-prussiens en même temps qu'anti-cléricaux. Ils seront alors dans d'excellentes conditions pour être au mieux avec leurs confrères de la presse parisienne tout en écartant les soupçons de complicité avec nous⁷.

Peu à peu vous leur ferez entrevoir que la Prusse devient libérale, qu'elle

7. Le comte d'Arnim a révélé qu'il y avait dans les bureaux, du journal de M. Gambetta un de ces agents prussien, le Sieur Hæffner

veut ce qu'ils veulent ; qu'elle combat avec eux l'hydre de la superstition et de l'ultramontanisme. Dès lors ces gens-là toujours besogneux seront à nous ; et nous aurons, par eux, des renseignements utiles. Il n'y aura plus qu'à veiller à ce qu'ils conservent leur premier rôle de compères vis-à-vis des journalistes français.

Pour cela ils soutiendront plus que jamais, dans les feuilles allemandes, les idées du parti républicain, vanteront les chefs du radicalisme et insultent leurs adversaires qui sont les nôtres. Par réciprocité, les feuilles radicales de Paris nous appuieront dans notre campagne contre le catholicisme et la Papauté, en même temps que contre la Royauté qui rendrait des alliances à la France ; ne perdez jamais cela de vue. Mettez tous vos soins à, entretenir cet échange de mutuels services entre les républicains et la Prusse. C'est la France qui en paiera les frais.

Vous me dites que les esprits élevés, désirent tout haut le retour de la monarchie et que beaucoup de gens sensés, instruits • par les derniers événements ont la même pensée, sans oser la formuler, de crainte d'être qualifiés de légitimistes et de cléricaux. Cela ne m'étonne pas. Platon et Aristote, Bossuet et Montesquieu, Leibniz et Goethe, tous les grands esprits se sont prononcés pour la monarchie. Donoso-Cortès, disait avec raison que la République est le gouvernement des peuples ingouvernables. La démocratie, selon Voltaire, *aboutit toujours à la tyrannie de la populace*.

Mais combien avez-vous d'esprits éclairés en France ? Croyez-moi ne vous en inquiétez pas. Sous le régime du suffrage universel, c'est avec les masses qu'il faut compter. Vous dites que le suffrage universel, c'est le nombre, et que le nombre c'est la force brutale ; que le suffrage universel est, ainsi, un retour déguisé à la barbarie. Je le sais bien, et c'est pourquoi je me réjouis qu'il règne en France. Il y perpétuera le gâchis *L'original porte : Klemme.* ; car il donne à la voix des imbéciles et des pervers le même poids qu'à celle de l'homme de génie et de l'homme de bien.

Donc les masses sont ou croient être républicaines dans les villes et le deviendront avec le temps dans les campagnes. Il ne faut, pour cela, que la continuation de la liberté de cette presse démocratique rédigée par des hommes sans éducation, gens déclassés, à idées courtes, politiques d'estaminet décidant, entre deux choppes, les questions les plus hautes, sans en comprendre le premier mot, mais habiles à soulever l'envie, la haine, la cupidité et toutes les mauvaises passions du peuple. Ce sont nos alliés les plus sûrs pour désorganiser la France : Secondez-les, achetez-les.

Par contre, travaillez de toutes vos forces à empêcher le rétablissement

de la monarchie.

Celle de Napoléon, passe encore. Elle a, elle-même, une origine et des antécédents révolutionnaires, des engagements avec les révolutionnaires de France et d'Italie; elle est forcée de continuer à leur donner des gages, de pactiser avec eux comme par le passé. Par conséquent elle désorganisera aussi fatalement la France, qu'elle a déjà corrompue et abaissée. Nous n'avons donc pas à la redouter, le cas échéant. Mais je ne crois pas que les Français en veuillent. Deux fois les Napoléon ont laissés la France plus petite qu'ils ne l'avaient prise. Une nation vaniteuse ne pardonne pas cela.

Dans tous les cas, j'ai étudié personnellement Napoléon III. C'est un Raton dont Cavour et moi avons été tour à tour le Bertrand. Il a proclamé naïvement le principe des nationalités, mais ça été à notre profit. Il n'a pas fait l'unité française en annexant la Belgique qu'il convoitait; Cavour a fait l'unité italienne, et j'ai fait l'unité allemande. Il reviendrait sur le trône que je lui ferais encore *tirer les marrons du feu*⁸. En le flattant, ou fera de lui tout ce qu'on voudra. Entre nous, il est facile à *rouler*⁹. N'est-ce pas lui qui consulté par les Roumains a mis sur le trône de Roumanie un prince prussien : Charles de Hohenzollern ?

Esprit versatile et sans suite, rien ne lui a réussi. Par sa guerre en Crimée et le soulèvement de la Pologne, il s'est brouillé avec la Russie. Par sa guerre d'Italie, il s'est brouillé avec l'Autriche sans se faire un allié de Victor Emmanuel. Tantôt il a joué celui-ci au profit du Pape, tantôt il a joué le Pape au profit du Roi d'Italie. Par sa guerre du Mexique, il s'est fait un ennemi de l'Amérique du Nord qui l'a impérativement prié de s'en aller, abandonnant le malheureux Maximilien.

Mal avec l'Espagne, mal avec l'Angleterre, mal avec la Belgique, méprisé au dehors ou son caractère fourbe et sa politique indécise, il s'est trouvé sans alliances et est tombé sous le poids du mépris de son propre peuple.

Si le vent tournait de ce côté vous pouvez donc tendre les voiles¹⁰.

Il n'en est donc pas de même des Bourbons.

Combattez surtout la fusion entre les deux branches de cette maison. Les Orléanistes, seuls, ne seraient qu'un moyen terme. Ils auraient encore pour adversaires les trois autres partis, et laisseraient la France divisée. Ce qu'il

8. Ces mots sont en français dans l'original.

9. Idem.

10. Nous n'avons aucun motif pour exclure le parti bonapartiste ou pour faire quoi que ce soit qui puisse l'affaiblir, lui nuire aux yeux de la nation française ou rendre sa position plus difficile. (Dép. confid. au comte d'Arnim, 12 mai 1872.)

faut surtout empêcher, c'est leur fusion avec Henri V, c'est l'avènement de la légitimité :

1° Parce que celle-ci représente l'unité et la grandeur de la France, par la conquête successive de ses provinces, y compris l'Alsace et la Lorraine ;

2° Parce quelle représente les idées d'ordre, de droit, de religion qui sont les éléments sociaux de conservation et de grandeur ;

3° Parce que le principe de la transmission héréditaire du pouvoir, exclut les ambitieux, les mécontents, les avocats qui s'entendent si bien à jeter leur pays dans les hasards des révolutions, pour pêcher en eau trouble ;

4° Parce que le retour à ce principe ramènerait la confiance, les affaires et la prospérité publique ;

5° Parce que le comte de Chambord, dans ses proclamations, a fait voir qu'il était à la fois homme de coeur et Roi libéral dans le bon sens du mot, conservant du passé et prenant du présent ce qu'ils ont de bon ;

6° Parce que la monarchie des Bourbons a toujours été le symbole de l'honneur et de la fierté patriotique. Je me rappelle que lorsque l'ambassadeur d'Angleterre vint, en 1830, dire au prince de Polignac que son pays s'opposait au débarquement des troupes françaises à Alger, le prince lui répondit simplement ; « Milord, la flotte française appareille de Toulon ce jour ; s'il vous plaît de lui barrer le chemin, libre à vous. »

Les républicains de 1871 n'eussent pas fait cette fière réponse. Ils sont et resteront toujours plus préoccupés des intérêts de leur parti que des intérêts de la France. Leur patrie, c'est le monde, disent ces idiots, menés par l'Internationale. Voilà pourquoi les bataillons des *purs*, de Belleville, de Montmartre et de Ménilmontant, refusaient de marcher contre nous, tandis que les Légitimistes, les zouaves pontificaux, les mobiles bretons, nous ont résisté héroïquement, de l'aveu même de Gambetta. Voilà pourquoi, dans toute la guerre, pas un républicain notable n'est tombé sous nos balles, tandis que les de Mailly, les de Luynes, les Chevreuse, les Grancey, les Dampierre, les Segoyer, les Coriolis, les Brissac, les Bouille, les Charette, les Sonis, les Vogué, les Quairebarbes, etc., sont morts pour la France, ou ont versé leur sang pour elle.

Si les Flourens et les Delescluze sont morts aussi, ça été en se battant contre les Français ;

7° Enfin, vous vous opposerez de toutes vos forces à l'établissement de la Monarchie des Bourbons parce qu'elle seule peut ramener des alliances à la France ; notamment celle de la Russie ; et que l'Allemagne, prise entre la France et la Russie comme dans un étau, avec le Danemark au Nord et

l'Autriche au Midi, la Hollande, la Belgique et la Suisse à l'Ouest, serait gravement compromise. Alors vos craintes deviendraient fondées¹¹.

Vous me répétez que la partie saine de la population désire la fusion, que cette idée fait des progrès dans les classes éclairées, la finance, l'industrie et le haut commerce.

« La France intelligente, dites-vous, commence à être fatiguée des intrigants et des avocats. Elle commence à se dire qu'elle leur doit tous ses bouleversements ; qu'elle est, depuis quatre-vingts ans la dupe et la victime de l'esprit révolutionnaire, que les deux grands principes de l'autorité et de la liberté avaient été conciliés par Louis XVI et l'Assemblée nationale, que ce sont les ambitieux et la populace qui ont tout remis en question, qui ont engendré le 10 août, et les massacres de septembre ; le 9 thermidor et 1804 ; les cent jours et 1830 ; 1848, 1850 et 1852 ; enfin 1870 et 1871. Elle se dit que ces dates sont les périodes diverses d'un même mal, des étapes successives « dans la voie révolutionnaire et qu'elle veut en sortir. Comment ? En rompant résolument avec tout ce qui tient à la Révolution, c'est-à-dire en retournant à la Monarchie héréditaire et légitime, avec les garanties constitutionnelles acceptées par Louis XVI, et offertes par Henri V ; en un mot en retournant à l'état de choses qui a fait la grandeur et la gloire de la France pendant quatorze siècles, combinés avec la sage liberté de l'Angleterre et de la Belgique. »

Il est tout simple, mon cher comte, que les esprits élevés, remontant des effets aux causes, voient, dans la fusion, le salut de la France. M. Guizot l'a conseillée dans sa lettre à M. Grévy. Le Roi Louis-Philippe en mourant, l'a recommandée à ses fils.

Mais d'abord j'espère que les princes d'Orléans ne se prêteront pas à la fusion. L'intérêt évident de leur patrie, leur devoir de bon Français serait qu'ils se ralliasent ouvertement loyalement à Henri V. Mais une telle conduite demanderait un grand cœur, du courage, du désintéressement, une vertu rare ; elle est trop contraire aux traditions de leur maison. L'ambition est dans leur sang.

La fusion rallierait non-seulement les légitimistes et les orléanistes, mais toute cette masse flottante d'hommes honnêtes, dégoûtés de la République ou de l'Empire, ou encore indécis. Elle serait le salut de la France, et écarterait

11. La France monarchiquement constituée serait pour nous un grand danger—. . . . Par là nous mettrions la France dans la possibilité de trouver des alliances qu'elle ne peut trouver dans sa situation actuelle. (Dépêche 259 de M. de Ballan au comte d'Arnim, 25 novembre 1872.)

définitivement les deux seuls régimes que nous devons désirer. Eh bien ! malgré cela, je vous prédis que les d'Orléans éviteront la fusion¹². Au lieu de diriger leur parti, dans la voie du patriotisme, ils se laisseront aller eux mêmes, à l'esprit de rancune et d'intrigues de leur entourage, à ses préjugés et à son ambition. Ils resteront *prétendants* pour leur compte ; et grâce à eux la France continuera d'être écartelée par quatre partis.

Quant à Henri V seul, les Français, qui ont de l'esprit, n'ont pas assez de bon sens pour le rappeler. Si ce prince remontait sur le trône de ses pères, il n'y serait pas six mois que la France reviendrait de ses préjugés contre la maison de Bourbon. C'est précisément ce qu'il ne faut pas. Il est plus facile que vous ne pensez de l'empêcher.

Les Bourbons sont impopulaires précisément à cause de leurs qualités. Les légitimistes et les cléricaux, leurs patisans, ont beau être, en France, les plus éclairés, les plus honnêtes, les plus patriotes, ils sont opposés aux idées anti-sociales et anti-religieuses qui ont fait tant de progrès, de dupes et de criminels. Ils luttent, à peu près seuls, contre le courant qui entraîne la France vers l'anarchie et le paganisme. C'est assez pour qu'ils soient en butte à la haine et à la calomnie, non-seulement de la populace, qui est une bête idiote et féroce¹³, mais de la bourgeoisie, qui a l'esprit fermé à toutes les questions élevées de politique ou de religion. Elle ne lit que les déclamations d'un journalisme inventé pour la seriner¹⁴.

Exploitez cet état de choses. Faites souvent parler, dans vos journaux, du danger de la réaction, des crimes de l'absolutisme, des horreurs de la féodalité, de l'infâme droit du Seigneur, de la dîme, des corvées, de l'inquisition, comme si tout cela avait réellement existé ou pouvait revenir. Faites peur des empiétements et des captations du clergé. Dites qu'avec Henri V, la religion serait non-seulement protégée mais *imposée*, que chacun serait forcé d'aller à la messe et même à confesse.

Ces déclarations et ces balivernes ne manquent jamais leur effet auprès des masses ignorantes et imbéciles, auxquelles le suffrage universel a remis le sort de la France. Entretenez la peur de l'épouvantail légitimiste et clérical, en faisant propager les calomnies ou les préjugés qui ont fait naître cette peur.

Les gens intelligents diront que l'ancien régime, en supposant vrai ce qu'on

12. Ici le prince Bismarck s'est trompé. La noble démarche du comte de Paris était de nature à augmenter les chances d'une restauration monarchique.

13. Dummer und Wilder thier.

14. Ce mot est en français dans le texte.

en dit de faux, n'a rien produit de comparable aux convulsions de la France depuis 1789, aux massacres de 1793, aux journées de juin 1848, aux pillages, aux assassinats, aux incendies de la Commune en 1871. Mais le peuple a ses journaux qui lui persuadent que cela est du progrès. Il restera entiché des idées républicaines comme nous le désirons. Il en sera de même des bons bourgeois. En voyant flamber la maison du voisin, ils prennent bien peur pour la leur, ils se disent bien, sur le moment, qu'il n'y a jamais de Légitimistes ni de cléricaux parmi les incendiaires et les révolutionnaires, ni parmi ceux qui les produisent ou les excusent ; que les principes religieux sont la meilleure garantie de l'ordre et de la probité. Mais l'esprit d'opposition, inné en France, et le fanatisme anti-religieux sont si forts, qu'une fois le danger passé, ils continuent à se défier des victimes et à voter pour les coupables. Ils resteront nos auxiliaires en envoyant éternellement des Clemenceau aux Assemblées nationales ; des Ranc et des Motu aux Conseils généraux. Gambetta, l'ami des Delescluze, des Millière, des Raoul-Rigault, l'ami des incendiaires et des assassins qu'il n'a jamais désavoués, sera avant peu Président de la République française.

Et vous voulez, mon cher ami, que je redoute dans l'avenir, une revanche de la France ." Tranquillisez-vous : cette nation est condamnée à mort. Elle aura ce qu'elle mérite : c'est-à-dire la République alternant avec l'Empire ou la Commune ; le despotisme alternant avec le pétrole.

Vous dites que si les gens honnêtes et sensés se ralliaient franchement à la République, elle pourrait se consolider et devenir un mauvais exemple pour nos peuples. Ne craignez pas cela. Telle qu'elle s'est montrée trois fois en France, la République est faite pour en dégoûter¹⁵. Quand aux gens honnêtes et sensés ils resteront de plus en plus à l'écart. Ce n'est pas à l'intelligence et au mérite à se rallier au parti des ignorants et des *culoteurs de pipe*. Un homme de coeur et d'honneur ne le peut pas.

La France offre ce phénomène d'une République qui ne peut durer huit jours sans tomber dans le sang ou clans la boue, qu'à la condition d'être gouvernée par des Monarchistes. Les Républicains proprement dits ne fournissent que des sujets comme les préfets et sous-préfets nommés par Gambetta, c'est-à-dire des ignorants et des incapables. Aussi les dupes honnêtes dont je parle plus haut disent-ils naïvement, qu'ils veulent la République *sans Républicains*. Dès lors il serait plus simple et plus logique de revenir de suite à la

15. « Le spectacle des institutions républicaines en France est fait pour servir d'épouvantail. » (Dépêche 259 de M. de M. Balan au comte d'Arnim, 25 novembre 1872.).

« La France républicaine nous sert d'exemple salutaire. » (Dépêche 271 du prince de Bismarck au comte d'Arnim, 20 décembre 1872.).

monarchie. Comment, en effet, exiger des Monarchistes qu'ils se dévouent toujours à faire aller une machine dans laquelle ils n'ont pas confiance ? De quel droit demander ce sacrifice à leurs convictions ? De la part de gens qui se croient républicains, il y a même peu de dignité à le demander, car c'est faire l'aveu de la nullité de leur parti et prononcer sa condamnation. Mais ce n'est pas notre affaire. Ne songeons qu'à profiter de la sottise et des divisions des Français.

Donc la République française, malgré sa belle devise sur les murs, dès qu'elle ne sera plus entre les mains des royalistes, qui la font vivre provisoirement, tombera d'abord entre les mains des intrigants et des incapables, jusqu'à ce qu'elle retombe entre les mains des criminels d'où elle sort à peine. C'est inévitable. Quand une Nation n'a plus le frein de la religion et des mœurs, que le frein de la force est le seul qui la contienne, tout est possible, même l'avènement d'un demi-million d'Erostrates, du jour où la force tombe entre leurs mains comme au 18 mars.

Alors on songe aux grandes villes disparues de la scène du monde : Tyr et Babylone, Thèbes et Sparte, Carthage et Troie. On nous reprochait en Allemagne, l'hiver dernier, de ne pas détruire Paris par un bombardement ; laissons faire cette besogne aux Parisiens, il s'y entendent merveilleusement. Du train dont vont les choses, on pourra, peut-être, avant un siècle, appliquer à l'emplacement où s'élève la Babylone moderne, ce fragment d'un vers de l'Eneïde :

Et campos ubi Troja fuit.

et cela, parce que la France, reniant son passé glorieux, livrée aux avocats et aux casse-cou, aura cessé d'être française pour devenir républicaine. Réjouissons-nous-en. Nous avons pris définitivement sa place dans les destinées du monde. Elle ne pourra plus s'opposer aux progrès de l'Allemagne. Elle voulait nous arrêter à la ligne du Mein ; elle ne nous empêchera pas de nous étendre des Vosges aux Karpathes, de Kiel à Trieste et même à la Haye, à cheval sur la Baltique, la mer du Nord et d'Adriatique. L'Empire d'Allemagne, avec Berlin pour capitale, que Thiers redoutait, est fondé. Le pangermanisme est proche, grâce à l'impuissance de la France républicaine. Donc :

VIVE LA RÉPUBLIQUE ! A BAS LES BOURBONS !

tel doit être, en France, le cri d'un bon Prussien.

Croyez, mon cher comte, à mes sentiments affectueux.

CONCLUSION

Électeurs,

Vous savez à présent la pensée intime du plus clairvoyant et du plus mortel ennemi de la France.

Il nous souhaite la République ; donc elle nous est nuisible.

Il redoute le retour de la monarchie parce qu'elle nous serait avantageuse, qu'elle nous ramènerait l'ordre et la prospérité à l'intérieur en même temps que des alliances à l'étranger.

Sachez conclure.

Vous me, direz peut-être : Le prince de Bismarck lui-même peut se tromper. Nous sommes en République, et malgré cela la confiance renaît, les affaires reprennent, les impôts rendent plus que jamais, la Bourse monte.

Oui, mais pourquoi ? Est ce à cause de la République ou malgré elle ? C'est parce qu'elle est entre les mains des monarchistes, présidée par un monarchiste dont la loyauté, les principes et la fermeté inspirent la confiance au dedans et au dehors, en même temps qu'ils inspirent la terreur aux radicaux.

Mais à la place de ce *Bayard des temps modernes* mettez notre République entre les mains de ceux qui s'intitulent républicains, mettez-la entre les mains de Gambetta ou même de M. Thiers ; immédiatement la queue du parti, l'armée des radicaux et des socialistes avec lesquels ils ont des attaches ou des engagements, reprennent logiquement confiance et audace. Ils viennent réclamer leur part de la curée gouvernementale. Il leur faut des places, des moyens d'action et d'influence.

Par cela seul ils ramènent l'inquiétude et le trouble, sinon une révolution et une nouvelle Commune. Alors, adieu la confiance, les affaires et la hausse de la Bourse ; tout cela ferait place à la hausse des impôts et à la ruine des classes ouvrières par la ruine du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. La religion, l'enseignement, la liberté de conscience et toutes les libertés individuelles, l'ordre social en un mot serait de nouveau menacé comme il l'a été en 1793, en 1848, en 1871, c'est-à-dire chaque fois que les soi-disant républicains ont été au pouvoir.

Électeurs, n'attendez pas le retour du mal, prévenez-le, ne vous laissez pas prendre aux mots, Ceux qui s'intitulent républicains, en France, sauf d'honorables exceptions, ne sont pas de vrais républicains, ce sont des révolutionnaires. Ils mettent les intérêts de leur parti avant ceux de la France. Ils

ne savent rien fonder ils ne savent que détruire. Ce sont des démolisseurs, ce ne sont pas des architectes.

Aussi M. Thiers, avant de glisser dans leur ornière par peur et pas ambition, disait-il, lui-même, que la République honnête et conservatrice n'était pas possible en France, *avec les républicains*. Ce qu'il voulait, lui-même, c'était la République **SANS LES RÉPUBLICAINS**. Singulière hallucination ! Il constate *l'incapacité et l'indignité* des républicains, il avoue *qu'ils ne peuvent pas* fonder la République en France ; il sait que les monarchistes *ne veulent pas* la fonder, n'y ayant pas confiance ; n'importe c'est à cette forme de gouvernement qu'il donnera la préférence, comme un prestidigitateur au tour le plus difficile ; c'est pour elle qu'il violera sa parole donnée à Bordeaux.

C'est tellement illogique de la part d'un ancien monarchiste comme lui, que sa conduite serait inexplicable si l'on ne savait sa poltronnerie et son ambition bien connues. Il a cédé aux menaces du parti radical et à la tentation de devenir fondateur et chef d'un nouveau gouvernement, au risque de créer en France un nouveau parti qui augmenterait nos chances de discordes dans l'avenir. Avant lui il n'y avait pas de parti républicain sérieux en France. Il n'y avait que des individualités de la couleur des Barbes ou des Blanqui, quelques fous ou quelques monstres suivis par quelques imbéciles.

Grâce à M. Thiers. il y a aujourd'hui un parti de républicains honnêtes et consciencieux. C'est là le mal, car c'est un quatrième parti ajouté aux trois autres. Sans pouvoir fonder la République définitive, il a déjà empêché la Monarchie qui était faite sans lui. Les divisions que M. Thiers a préparées à la France ont donc commencé.

Par suite de son influence néfaste nous avons la République encore pour cinq ans, au grand contentement de la Prusse. Mais, de l'aveu de M. Thiers, elle ne pourra vivre qu'à la condition d'être gérée par les monarchistes.

Or c'est là, quoi qu'on en dise, une anomalie. Cette anomalie de monarchistes faisant vivre provisoirement une République est un phénomène contre nature.

Il ne peut pas durer. Il faut se préparer à en sortir légalement pour revenir à un régime plus normal et plus logique.

Que ceux d'entre vous qui croient, comme le prince de Bismarck, que la République nous est fatale et "la Monarchie favorable votent en conséquence.

S'il en est, parmi vous, au contraire qui aient confiance dans la République, leur devoir, en tout cas, est de ne voter que pour des candidats qui veulent expressément concilier cette forme de gouvernement avec la religion, la liberté de conscience, la liberté d'enseignement, le respect de la propriété

et de la famille. Ils ne doivent pas oublier que la question est plus sociale encore que politique, aujourd'hui que les doctrines barbares ou absurdes du socialisme et du radicalisme menacent de nouveau la société.

Excluez donc tous les socialistes et les radicaux, tous ces ignorants ou ces forcenés qui ne comprennent ni les intérêts de leur patrie ni ceux de la société. Ce sont les pires ennemis du peuple qu'ils flattent le plus souvent pour avoir ses voix, mais sans se soucier de lui ou de ses intérêts.

Tours, — imp. Mazereau.

Téléchargé sur Gallica au format texte

Mise en page avec Latexila et Tex sur un système Debian.

Corrigé pas mal d'erreures dues à l'OCR, mais pas parfait. Permet cependant une lecture correcte de ce texte au format PDF. (sergebey@lefilou.net)

Reminder of your request :

Downloading format : : Text

View 1 to 38 on 38

Number of pages : 38

Full notice

Title : Opinion de Bismarck sur la République, l'Empire et les Bourbons en France : aux électeurs (14e édition, revue et considérablement augmentée) / lettre attribuée au prince; et traduite par George Romain

Author : Bismarck, Otto von (1815-1898). Auteur du texte

Publisher : Féchoz (Paris)

Publication date : 1876

Contributor : Romain, Georges (1819-19..). Traducteur

Type : text

Type : monographie imprimée

Language : french

Language : français

Format : 36 p. ; in-18

Format : Nombre total de vues : 38

Description : Avec mode texte

Rights : public domain

Identifiant : [ark : /12148/bpt6k54566201](https://nbn-resolving.org/urn:nbn:fr:bnf-12148-bpt6k54566201)

Source : Bibliothèque nationale de France, département Philosophie, histoire, sciences de l'homme, 8-LB57-2919 (D)

Relationship : [http ://catalogue.bnf.fr/ark : /12148/cb30108031r](http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb30108031r)

Provenance : Bibliothèque nationale de France

Date of online availability : 13/11/2008

The text displayed may contain some errors. The text of this document has been generated automatically by an optical character recognition (OCR) program. The estimated recognition rate for this document is 96 For more information on OCR